

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : dégressivité des allocations chômage

1. **Un sondage Elabe pour Les Echos indique que 58% des Français approuveraient l'instauration d'une dégressivité des allocations chômage.** La mesure est un peu moins soutenue par les actifs, en particulier les CSP- (54%) mais ne décroche dans aucune catégorie : les ouvriers, les plus réticents, y seraient favorables à 48%.

Politiquement, comme pour beaucoup de mesures économiques, **le clivage passe à l'intérieur de la gauche davantage qu'entre gauche et droite** : les sympathisants PS soutiennent à 60%, les sympathisants Front de gauche à seulement 24%.

Ces résultats sont constants : en septembre dernier, 63 % des Français approuvaient le fait de rendre dégressives les allocations chômage.

Ce sondage note aussi que **66% des Français ne font pas confiance aux partenaires sociaux pour rendre le système d'assurance-chômage plus efficace** – y compris 67 des ouvriers à 67% et 54% des sympathisants de gauche. Il peut y avoir dans cette défiance envers les syndicats, corroborée par beaucoup de mesure, l'une des raisons à l'acceptation de la réforme.

2. **Les lettres que vous ont envoyées les Français à ce sujet montrent cependant que l'acceptation du principe n'est pas un chèque en blanc quant à la mise en œuvre de cette réforme :**

La grande majorité des courriers sont en effet hostiles. Mais on observe que **relativement peu contestent la dégressivité elle-même**, ni bien sûr le principe d'assurer un équilibre à l'assurance chômage. Les deux objections concernent :

- une inquiétude particulière provenant de **seniors actuellement au chômage** qui n'arrivent pas à retrouver un emploi. *« Je suis concerné par ce cas précis et vous pensez bien que ce n'est pas mon choix »*. Ceux-là se sentent **particulièrement démunis** et vous font part de leur angoisse : *« savoir que l'on peut se retrouver en quelques mois avec RIEN ne peut pas amener de la sérénité »*. *« Aujourd'hui, je suis face à une réelle inquiétude de ne jamais pouvoir retravailler »*.
 - Le cas échéant, peut-être faudrait-il envisager des garanties spécifiques pour ces profils ?
- **mais surtout, et massivement, un sentiment d'injustice : s'il faut faire des efforts** – ce que l'on est prêt à entendre – **pourquoi certains paraissent toujours s'en exonérer ?**

Se met en route la rhétorique des élites qui se protègent tout en exigeant des efforts aux plus faibles : *« On parle de la dégressivité des indemnités chômage, il me semble aussi opportun de revoir les indemnités allouées aux membres du Conseil constitutionnel... »*. *« Vous allez encore vous*

en prendre aux chômeurs... J'ai 61 ans, en fin de droits, et aucune aide. Les ministres vont-ils aussi diminuer leurs salaires et avantages ? ». « Je me demande si cela s'applique aux ministres, députés, sénateurs... Vu le salaire qu'ils ont, je ne pense pas. Vous ne vivez pas dans le même monde ».

La pagination du Parisien n'a sans doute pas aidé, en exposant **sur une page la dégressivité des allocations chômage, sur celle d'en face le coût pour le contribuable des anciens PR**. *« Je vous rappelle que la retraite de M. Giscard coûte au contribuable 2 millions d'euros par an ! ». « Je suis tombé sur un article selon lequel la dégressivité de l'allocation chômage est étudiée. En même temps, un autre article a révélé combien coûte un ancien Président. Le chiffre donne le tournis. N'est-il pas judicieux de commencer par cette caste qui plombe les caisses de l'Etat avant de s'attaquer aux plus vulnérables ? ».*

- Ponctuellement, la collision des deux actualités était inévitable : il est difficile de demander aux gens touchés par des difficultés de se serrer la ceinture, tout en justifiant le maintien des avantages octroyés aux politiques. *« Allez-vous appliquer la même loi pour les indemnités versées aux ex-Présidents de la république ? A mon avis, cette cohérence vous grandirait ».*
- Mais surtout et **plus largement, on observe que le lien avec l'exemplarité des élites devient de plus en plus systématique**, quelle que soit l'annonce ou la réforme proposée. Nous ne couperons sans doute pas à ce qui **s'installe comme un préalable pour retrouver une légitimité de l'action publique**. Le soupçon corrode de plus en plus la gestuelle politique : la crédibilité de l'émetteur doit être restaurée. Comment convaincre que nous pouvons réformer le pays sans commencer par nous réformer nous-même ? *« Au moins vous donneriez l'impression que ce ne sont pas toujours les mêmes qui doivent faire les efforts ».*

Comme le note une correspondante, face à ces annonces : *« Il faut que vous compreniez que votre gouvernement n'est plus crédible face aux citoyens qui sont dans des difficultés financières. Et nous vous demandons des actes, et non pas des paroles... ».*

Adrien ABECASSIS